



ACTUALITÉS EN BREF DU LUNDI

- Le HCR lance un appel à soutenir les pays du Moyen-Orient qui accueillent les réfugiés syriens
- Le conflit en Syrie, une « guerre contre le terrorisme », selon son Ministre des affaires étrangères
- Guinée : un engagement « indéfectible » en faveur de la paix et la stabilité mondiales
- Ban condamne une attaque meurtrière contre un institut d'agronomie au Nigéria
- Le Myanmar insiste sur les progrès qu'il a accomplis depuis deux ans et demi sur le plan démocratique
- Le Maroc s'engage à jouer un rôle important dans la stabilité régionale au Sahel
- L'équipe d'experts de l'ONU sur les armes chimiques quitte la Syrie au terme d'une mission de six jours
- Des experts de l'ONU exhortent l'Espagne à soutenir les familles de victimes de disparitions forcées
- Le programme de développement post-2015 doit tenir compte des disparités entre les nations, prévient Maurice
- Vanuatu demande la nomination d'un Représentant spécial de l'ONU pour la Papouasie occidentale
- Dressant un bilan mitigé des OMD, Andorre veut des objectifs post-2015 encore plus ambitieux
- La MONUSCO préoccupée par l'évasion de la prison de Bukavu de deux militaires condamnés

Le HCR lance un appel à soutenir les pays du Moyen-Orient qui accueillent les réfugiés syriens



Des milliers de Syriens franchissent la frontière avec l'Iraq par un pont sur le Tigre. Photo: UNHCR/G. Gubaeva

30 septembre - Le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, António Guterres, a lancé lundi un double appel: à la communauté internationale pour qu'elle intensifie son soutien aux pays du Moyen-Orient qui accueillent des réfugiés syriens; à ces mêmes pays pour qu'ils maintiennent ouvertes leurs frontières.

« Le Liban, la Jordanie, la Turquie et l'Iraq hébergent les vagues incessantes de réfugiés syriens, sauvant des vies et assurant leur protection. Ils ont fait preuve de générosité à l'égard de leur voisin mais aux prix de sacrifices qui les ont poussés dans leurs derniers retranchements », a indiqué le chef de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) aux délégués présents pour le segment de haut niveau, à l'ouverture de la réunion annuelle de son Comité exécutif à Genève.

« À la fin de la semaine dernière, ces quatre pays et l'Égypte accueillaient plus de 2,1 millions de réfugiés syriens enregistrés comme tels », a poursuivi le Haut-Commissaire, précisant que ces chiffres n'incluent pas les centaines de milliers de personnes non inscrites et les Syriens résidant déjà dans ces pays au titre de migrants économiques.

« Il est de mon devoir de demander aux gouvernements de ces États, comme à tous les autres, d'ouvrir leurs frontières et de continuer d'offrir une protection à tous les Syriens qui en ont besoin », a indiqué António Guterres, ajoutant qu'il lui « incombe également de demander à la communauté internationale de comprendre que ce fardeau est trop lourd à assumer pour les seuls pays voisins et de mettre en place des mesures plus nombreuses et plus solides pour se répartir cette charge ».

« Le conflit en République arabe syrienne ne représente pas seulement une menace pour la paix et la sécurité globales, mais pose des problèmes structurels fondamentaux aux pays de la région. Ils sont aux prises avec d'énormes bouleversements démographiques du fait de l'afflux des réfugiés mettant à mal leur tissu social et économique », a indiqué António Guterres, ajoutant que partout dans la région, les déficits budgétaires enflent, la croissance s'essouffle et les emplois, les salaires et le niveau des prix sont touchés, « contraignant les familles locales et réfugiées à lutter pour joindre les deux bouts ».

« J'ai été extrêmement frustré de voir que tous les appels pour une solution politique semblaient sombrer dans l'oubli et que les différentes parties étaient incapables de se réunir et de mettre un terme aux souffrances des syriens et à la déstabilisation progressive des pays voisins », a déploré le Haut-Commissaire.

En plus de l'aide financière aux pays les plus affectés par la crise des réfugiés syriens, António Guterres a indiqué que d'autres pays se doivent d'endosser la charge d'accueil des réfugiés.

À titre d'exemple, le Haut-Commissaire a remercié la Suède pour sa récente décision d'accorder des permis de séjour permanent aux réfugiés syriens. Il a également souligné que l'Allemagne procède actuellement au transfert de 5 000 réfugiés syriens depuis le Liban, auxquels seront octroyés des permis de résidence de deux ans. Ils pourront également accéder aux services de santé et d'éducation et auront le droit de travailler.

« J'espère que d'autres pays se livreront à des offres semblables, y compris le regroupement familial. Si la situation en République arabe syrienne se dégrade encore considérablement, la communauté internationale pourrait devoir envisager l'évacuation humanitaire d'urgence des réfugiés syriens vers des pays extérieurs à la région afin de relâcher la pression sur les pays voisins. »

La réponse internationale à la crise des réfugiés syriens reflète plus largement la situation des réfugiés en général, a déclaré António Guterres, à savoir que « les pays en développement accueillent quatre réfugiés sur cinq à travers le monde ». La réaction à la crise, a-t-il poursuivi durant la réunion, est « un test de la volonté de la communauté internationale à fournir ce qui est nécessaire pour la protection internationale des réfugiés et la stabilité régionale ».

Le segment de haut niveau sur la solidarité et le partage de la charge avec les pays voisins accueillant les réfugiés syriens, organisé avec pour objectif de fournir davantage de soutien à ces pays, s'achèvera mardi après-midi. Cette conférence réunit des ministres gouvernementaux et d'autres hauts représentants ainsi que les chefs du HCR, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), de l'UNICEF, du Programme alimentaire mondial (PAM) et du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

Le conflit en Syrie, une « guerre contre le terrorisme », selon son Ministre des affaires étrangères



Le Ministre des affaires étrangères et Vice-Premier Ministre de la Syrie, Walid Al-Moualem. Photo: ONU/Paulo Filgueiras

30 septembre - Pour le Ministre des affaires étrangères de la Syrie, venu prendre part au débat général de l'Assemblée, le conflit qui déchire son pays n'est pas une guerre civile, mais une guerre contre le terrorisme.

« Il n'y a pas de guerre civile en Syrie », a assuré Walid Al-Moualem, « mais une guerre contre la terreur qui ne connaît ni valeurs, ni justice, ni égalité ». « C'est bien nous qui étions la cible des gaz toxiques à Khan Al-Assal, près d'Alep. »

« Certains pays ne veulent pas reconnaître qu'Al-Qaïda, l'organisation terroriste la plus dangereuse du monde et ses nombreuses ramifications comme Jabhat Al-Nusrah, l'État islamique en Iraq et au Levant ou encore la Brigade de l'Islam, sont à l'œuvre en Syrie », a poursuivi le chef de la diplomatie syrienne.

« Les terroristes violent, de façon quotidienne, les droits de l'homme des syriens. Tout citoyen qui n'obéit pas à leur idéologie obscurantiste est voué à être tué, massacré ou à voir les femmes de sa famille emprisonnées sur la base d'idées perverses qui n'ont rien à voir avec l'Islam », a accusé M. Al-Moualem.

Celui-ci a rappelé que son gouvernement avait répondu favorablement à l'initiative de la Fédération de Russie, en adhérant à la Convention sur l'interdiction des armes chimiques, démontrant ainsi son « engagement contre l'utilisation de telles armes ».

Le Ministre a réitéré la disposition de la Syrie d'appliquer pleinement les dispositions de cet instrument et à coopérer avec l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques en tant qu'État signataire de la Convention. « La communauté internationale doit prévenir la prolifération des armes de destruction massive au Moyen-Orient », a ajouté M. Al-Moualem.

« La question est de savoir si ceux qui ont livré ce type d'armes aux terroristes syriens vont eux aussi respecter les obligations qui leur incombent », a poursuivi le Ministre syrien, estimant que « les terroristes qui ont utilisé des gaz toxiques ont reçu les soutiens de pays de la région ou de pays occidentaux bien connus ».

« La cessation des politiques agressives contre la Syrie est la première étape sur la voie d'une solution pour mon pays », a affirmé en conclusion M. Al-Moualem. « Ceux qui prétendent soutenir une telle solution doivent se rendre à Genève sans conditions préalables. Des élections libres et justes sont la seule solution pour permettre au peuple syrien de choisir son avenir, indépendamment des pressions du terrorisme et des diktats étrangers ».

Guinée : un engagement « indéfectible » en faveur de la paix et la stabilité mondiales



Le Ministre des affaires étrangères de Guinée, Louceny Fall. Photo: ONU/Ryan Brown

30 septembre - Tout en se félicitant de la transition démocratique dans son pays, le Ministre des affaires étrangères de Guinée, Louceny Fall, venu prendre part au débat général de l'Assemblée, a exhorté lundi la communauté internationale à renforcer son soutien à la cause palestinienne, la paix en Afrique de l'Ouest et la stabilité dans la région des Grands Lacs.

« Ma fierté est d'autant plus grande que mon pays [...] vient de franchir une étape importante de son histoire, en parachevant le processus de transition politique avec la tenue d'élections législatives, le 28 septembre 2013 », s'est félicité Louceny Fall dans son allocution, ajoutant que « la Guinée s'ancre ainsi, dans le creuset des nations démocratiques, respectueuses des droits de l'homme et des libertés fondamentales ».

Le 28 septembre a également marqué le quatrième anniversaire des événements tragiques survenus au stade national de Conakry, la capitale guinéenne, au cours d'un rassemblement politique, organisé par le parti d'opposition au pouvoir, qui a tourné au bain de sang. Ce jour-là, des centaines de personnes ont été tuées par des hommes en uniforme, tandis que des violences inouïes, notamment sexuelles, ont été perpétrées à l'encontre des femmes présentes.

Saluant les avancées en matière de maîtrise des conflits dans d'autres pays que le sien, y compris la Sierra Leone, le Liberia, la Côte d'Ivoire et le Burundi, le Ministre guinéen a particulièrement insisté sur le cas du Mali qui, selon lui, « sort, par la grande porte, d'une période de soubresauts ».

« Le passé récent qu'a connu ce pays frère nous rappelle, hélas, la vulnérabilité de nos États face au terrorisme et à l'extrémisme, ainsi que la fragilité de nos institutions. »

Tout se félicitant du climat politique apaisé qui a marqué la récente élection présidentielle au Mali, augurant « certainement d'une ère nouvelle porteuse de prospérité », Louceny Fall a toutefois insisté sur le « besoin urgent d'assistance pour consolider la paix, réconcilier les maliens et reconstruire le pays ».

Affirmant sa volonté de combattre le terrorisme, le Ministre s'est dit déterminé « à œuvrer au rétablissement de l'ordre constitutionnel en Guinée-Bissau, sur la base des recommandations de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest CEDEAO, de l'Union africaine, du Groupe international de contact pour la Guinée-Bissau, de la Communauté des pays lusophones, de l'Union européenne et des Nations unies ».

« S'agissant de la région des Grands Lacs, nous exhortons les parties à renoncer à la

violence et à s'engager résolument sur la voie de la pacification de la région, par le respect de l'accord-cadre du 24 février 2013 », a poursuivi Louceny Fall, en référence à l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo (RDC) et la région des Grands Lacs, dont la deuxième réunion des États signataires s'est tenu à New York le [23 septembre](#).

« Malgré les multiples injonctions de la communauté internationale, le peuple palestinien continue de subir le martyr », a ensuite déploré le Ministre des affaires étrangères, citant notamment « les violences, l'arbitraire, la colonisation des terres et l'expropriation des biens », dont sont quotidiennement victimes les populations concernées.

Tout en renouvelant le « soutien indéfectible » de son gouvernement à la cause palestinienne, Louceny Fall s'est dit convaincu « que la paix et la stabilité au Moyen Orient passent nécessairement par l'application des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de la feuille de route du Quartet, qui prévoient la création d'un État palestinien indépendant, souverain et viable, vivant côte à côte et en paix avec Israël, à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues ».

Concernant les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), adoptés lors du Sommet du Millénaire de 2000 et dont la date-butoir est fixée à 2015, le Ministre a salué « les progrès indéniables enregistrés çà et là dans maints domaines, notamment la croissance, la scolarisation, l'égalité des sexes, la santé maternelle et infantile ».

« Au moment où la communauté internationale s'investit pour la mise en place d'un programme de développement post-2015, force est de reconnaître que les résultats atteints par les OMD sont en deçà de nos espérances », a-t-il cependant relevé.

De façon à contribuer efficacement à l'éradication de la pauvreté dans la formulation du programme de développement post-2015, Louceny Fall a appelé, en conclusion, les États membres « à mettre un accent particulier sur la coopération sud-sud et triangulaire, et à promouvoir les financements innovants, afin de combler le déficit de l'Aide publique au développement ».

Ban condamne une attaque meurtrière contre un institut d'agronomie au Nigéria



Le Secrétaire général Ban Ki-moon (Photo d'archive). Photo: ONU/Mark Garten

30 septembre - Le Secrétaire général Ban Ki-moon a condamné lundi l'attaque meurtrière perpétrée la veille contre l'institut d'agronomie de Gujba, au Nigéria.

Des hommes armés ont pris d'assaut cet établissement situé dans l'État de Yobe, dans le nord du Nigeria, tuant plusieurs étudiants et en blessant de nombreux autres.

« Le Secrétaire général est consterné par la brutalité et la fréquence croissantes des attaques ciblées contre des étudiants et des enseignants dans le nord du pays et exige la fin immédiate de ces crimes odieux et absurdes. Il ne peut y avoir de justification à une telle violence », indique le porte-parole dans une déclaration rendue publique par son porte-

parole.

Le Secrétaire général présente ses condoléances aux familles des victimes et au gouvernement et au peuple du Nigeria, tout en demandant l'arrestation rapide des responsables pour qu'ils soient traduits en justice.

Le Myanmar insiste sur les progrès qu'il a accomplis depuis deux ans et demi sur le plan démocratique



Le Ministre des affaires étrangères du Myanmar, U Wunna Maung Lwin.
Photo: ONU/Amanda Voisard

30 septembre - Le Ministre des affaires étrangères du Myanmar a affirmé lundi, devant l'Assemblée générale, que les fondements d'une société démocratique et inclusive avaient été posés par son pays et que ses organes législatifs étaient maintenant pleinement fonctionnels.

Venu prendre part au débat général de l'Assemblée, qui a repris aujourd'hui, U Wunna Maung Lwin est longuement revenu sur ce qu'il a qualifié de véritable « transformation politique » depuis deux ans et demi au Myanmar, où le Parlement dispose maintenant d'un comité de révision constitutionnelle et où des milliers de prisonniers politiques ont été libérés grâce à l'adoption d'une loi d'amnistie.

Selon lui également, la société civile aurait voix au chapitre dans le cadre du dialogue national en cours, tandis que des accords de cessez-le-feu ont été signés avec les groupes rebelles armés qui sévissent dans différentes régions du pays. L'objectif du gouvernement, a précisé le chef de la diplomatie, est d'ouvrir, dans un avenir proche, un nouveau cycle de dialogue politique en vue de parvenir à un accord de paix général et durable sur l'ensemble du territoire.

Le 26 septembre, le Groupe des amis du Myanmar s'était réuni à New York à l'initiative du Secrétaire général Ban Ki-moon, première réunion du Groupe à laquelle a participé une délégation de ce pays. Tout en saluant « les progrès accomplis vers un système démocratique solide avec la participation active de la société civile », les participants ont souligné la nécessité urgente de s'attaquer aux causes sous-jacentes des violences intercommunautaires qui ont éclaté dans différentes parties du pays, sous peine de « potentiellement saper » le processus de réforme en cours.

Sur le plan économique, la réforme entreprise, a fait valoir aujourd'hui le Ministre, a permis notamment une libéralisation de l'économie propice à l'épanouissement du secteur privé et un développement axé sur la population, sur fond de lutte anticorruption.

Alors que le Groupe avait souligné jeudi l'importance de répondre « d'urgence » aux revendications politiques et économiques de la communauté musulmane Rohingya, qui subit de graves violations de ses droits dans l'État de Rakhine, le Ministre a fait pour sa part état des mesures prises « pour préserver le caractère multiracial et multiconfessionnel du pays ». Mais il a reconnu le stade « critique » dans lequel se trouve actuellement le processus de transition de son pays, assurant les États membres que son gouvernement resterait « vigilant », avec l'appui de la communauté internationale, a-t-il espéré.

Le Maroc s'engage à jouer un rôle important dans la stabilité régionale au Sahel



Le Ministre des affaires étrangères et de la coopération du Maroc, Saad Dine El-Otmani. Photo: ONU/Evan Schneider

30 septembre - Le Ministre des affaires étrangères et de la coopération du Maroc, Saad Dine El-Otmani, a exprimé lundi la préoccupation de son gouvernement devant le développement trop lent d'un grand nombre de pays africains, conséquence selon lui de la baisse de l'aide publique au développement (APD), de la diminution du volume des investissements étrangers, ainsi que des difficultés d'accès de leurs produits aux marchés internationaux.

« En raison de sa situation géographique comme pont de convergence entre l'Afrique et l'Europe, le Maroc a tenu à renforcer ses relations de partenariat politique et économique avec l'Union européenne », a déclaré le Ministre à la tribune de l'Assemblée générale, en rappelant par ailleurs l'attachement de son pays à la coopération Sud-Sud.

« Le Maroc attache la plus grande importance aux questions d'immigration, notamment l'amélioration des conditions de vie des immigrés, aussi bien des Marocains vivant dans les pays d'accueil que des étrangers résidant sur le sol marocain », a-t-il

poursuivi.

Par ailleurs, s'il s'est félicité de la réussite du processus électoral au Mali et des progrès enregistrés en matière de sécurité dans le pays, le Ministre a cependant appelé la communauté internationale à respecter les engagements qu'elle s'est fixés lors de la Conférence des donateurs pour le développement de ce pays.

Le Ministre a assuré que pour sa part, le Maroc s'engage à maintenir son soutien au gouvernement et au peuple maliens dans « cette période délicate de son histoire, en particulier dans les domaines de la réconciliation nationale et de la justice transitionnelle ».

Le Ministre a ensuite salué l'initiative du Secrétaire général d'organiser un dialogue de haut niveau sur le Sahel en marge de l'Assemblée générale, et son intention d'effectuer une visite dans la région avec le Président de la Banque mondiale.

Son pays, a-t-il dit, aspire également à activer l'Organisation des États africains riverains de l'Océan atlantique, afin de renforcer le dialogue et la coopération interrégionale et de lutter contre les effets du crime organisé sur les pays du littoral et de la zone sahélo-saharienne.

« Conscients de la nécessité de développer une stratégie entre les pays du Sahel et ceux de l'Union du Maghreb arabe visant à lutter contre le terrorisme, le Maroc a abrité en mars 2013 une conférence régionale sur le contrôle aux frontières au Sahel et au Maghreb », a expliqué M. El-Otmani, qui a également fait valoir l'initiative conjointe que l'Espagne et son pays ont lancée sur le renforcement de la médiation dans la région méditerranéenne.

Unique membre arabe du Conseil de sécurité, le Maroc s'est impliqué dans les efforts arabes et internationaux visant à trouver une solution politique pour mettre fin à la violence en Syrie et réaliser les aspirations légitimes du peuple syrien à la liberté et à la démocratie, dans le cadre de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale de la Syrie.

Au niveau régional, le Ministre des affaires étrangères a assuré que le Maroc a interagi « avec sérieux et crédibilité avec les appels du Conseil de sécurité à trouver une solution politique définitive et négociée au différend régional sur le Sahara marocain à travers son initiative courageuse d'autonomie ».

« Toutefois, l'intransigeance des autres parties et leur attachement à une logique passéiste empêche toute évolution vers une solution globale de ce différend artificiel. Elle menace la stabilité des pays de la région en créant un terrain propice au terrorisme, à la contrebande et au crime organisé », a-t-il souligné, avant de renouveler « son engagement total » envers le processus politique sous les auspices de l'ONU.

L'équipe d'experts de l'ONU sur les armes chimiques quitte la Syrie au terme d'une mission de six jours



Le scientifique suédois Åke Sellström, l'équipe, chef de l'équipe de l'ONU sur les allégations d'utilisation d'armes chimiques en Syrie, avec d'autres membres, dans un aéroport de La Haye. Photo: OIAC/Henry Arvidsson (photo d'archive)

30 septembre - L'équipe des Nations Unies chargée d'enquêter sur les allégations d'utilisation d'armes chimiques en Syrie a quitté le pays au terme d'une mission de six jours, a annoncé lundi un porte-parole du Secrétaire général de l'ONU, Martin Nesirky.

« L'équipe va désormais amorcer la phase de finalisation de son rapport, qu'elle espère rendre disponible d'ici fin octobre », a déclaré M. Nesirky, lors d'un point de presse donné à New York.

Dirigée par le scientifique suédois Åke Sellström, l'équipe a pour mandat d'évaluer toutes les informations à sa disposition relatives à l'ensemble des allégations formulées par les États membres, dans le but de préparer son rapport final.

Ces allégations portent essentiellement sur l'incident en date du 19 mars à Khan al-Asal, signalé pour la première fois par la Syrie, puis par d'autres États membres. Comme convenu précédemment avec la Syrie, les allégations faisant l'objet de l'enquête comprennent également l'incident du 13 avril à Sheikh Maqsud, rapporté par les États-Unis, et celui du 29 avril à

Saraqeb, signalé par la France et le Royaume-Uni.

L'équipe a en outre continué d'assurer un suivi avec le gouvernement syrien et d'évaluer les informations fournies par ce dernier au sujet de trois autres incidents, à Bahhariyeh, Jobar et Sahnaya, qui se sont produits les 22, 24 et 25 août derniers, respectivement.

Lors d'un premier déplacement en Syrie le mois précédent, l'équipe, assistée par des experts de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), a réuni « des preuves claires et convaincantes » de l'utilisation de gaz sarin lors d'un incident survenu le 21 août à la Ghouta, en banlieue de Damas, au cours duquel des centaines de personnes ont été tuées.

À l'aune de ces conclusions, le Conseil de sécurité des Nations Unies a appelé vendredi dernier à l'élimination des armes chimiques en Syrie, tout en approuvant un plan diplomatique en faveur de négociations de paix menées par les Syriens eux-mêmes.

Adoptée à l'unanimité des 15 membres du Conseil, la résolution appelle notamment à la mise en œuvre des procédures établies par l'OIAC « pour la destruction rapide du programme d'armes chimiques de la République arabe syrienne et la stricte vérification de cette destruction ».

« Aucune partie en Syrie ne devrait utiliser, développer, produire, acquérir, stocker, conserver ou transférer des armes chimiques », a repris le porte-parole lors de son point de presse, ajoutant que le non-respect de la résolution du Conseil porterait à conséquence, en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, qui prévoit de possibles sanctions ou des mesures coercitives plus importantes.

Plus de 100.000 personnes ont été tuées depuis le début du conflit syrien en mars 2011 ; environ 2 millions de personnes ont fui vers les pays voisins pour des raisons de sécurité, et près de 4 millions ont été déplacées à l'intérieur des frontières syriennes.

Des experts de l'ONU exhortent l'Espagne à soutenir les familles de victimes de disparitions forcées



Logo du Bureau du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

30 septembre - Le groupe de travail des Nations Unies sur les disparitions forcées ou involontaires a appelé lundi le gouvernement espagnol à accélérer la réponse aux familles des milliers de disparus pendant la guerre civile et la dictature franquiste, insistant quant au fait qu'il ne saurait y avoir d'impunité pour ces crimes.

« L'État doit assumer sa responsabilité et s'engager plus activement auprès de milliers de familles qui cherchent à savoir ce qu'il est advenu de leurs proches disparus pendant la guerre civile et la dictature », ont déclaré les experts du groupe, au terme d'une mission en Espagne.

Jasminka Dzumhur et Ariel Dulitzky, deux des cinq membres du groupe, se sont rendus à Madrid, en Catalogne, au Pays basque et en Andalousie, où ils ont rencontré des responsables gouvernementaux, des proches de victimes et des représentants de la société civile.

Le groupe de travail s'est entretenu avec des centaines de membres de familles de disparus, qui ont exprimé leur frustration devant les obstacles administratifs et les difficultés auxquelles ils se heurtent pour accéder aux informations indispensables pour faire la lumière sur les circonstances dans lesquelles leurs proches ont disparu, ont expliqué Mme Dzumhur et M. Dulitzky.

« Compte-tenu du temps qui s'est écoulé et de l'âge avancé d'une grande partie des témoins et de proches des victimes, il est urgent que l'État réponde enfin à leurs revendications immédiatement », ont-ils plaidé.

Bien que l'Espagne soit redevenue une démocratie, le gouvernement a pris des mesures « limitées » pour établir les faits et rendre justice aux victimes et à leurs familles, notamment en versant des dommages. Les progrès réalisés jusqu'à présent l'ont été principalement grâce à des initiatives prises par les proches de victimes ou d'organisations de la société civile.

« Il est regrettable qu'une impunité prévale pour les cas de disparitions forcées qui ont eu lieu pendant la guerre civile et la dictature. Il n'y a pas enquête pénale en cours et personne n'a été condamné pour ces crimes », ont dénoncé les experts.

Parmi les défis que doivent surmonter les familles des victimes figurent la loi d'amnistie, toujours en vigueur, l'absence de loi sur l'accès à l'information, les difficultés d'accès aux archives et l'absence d'un service national pour la recherche de personnes disparues.

Le programme de développement post-2015 doit tenir compte des disparités entre les nations, prévient Maurice



Le Premier Ministre de Maurice, Navinchandra Ramgoolam. Photo: ONU/Ryan Brown

28 septembre - Le futur programme de développement mondial devra tenir compte des spécificités des différents pays, en particulier des plus petits et des plus faibles d'entre eux, a indiqué le Premier Ministre de Maurice à l'Assemblée générale.

« Nous avons besoin d'un cadre de développement commun, mais avec des échéances et des stratégies de mise en œuvre différenciées en raison des disparités existant entre les niveaux de développement », a expliqué Navinchandra Ramgoolam dans son adresse au débat annuel de haut niveau de l'Assemblée générale.

Les États membres sont actuellement engagés dans des négociations sur le programme de développement mondial pour l'après 2015, date-butoir de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

M. Ramgoolam a déclaré que ce nouveau programme de développement devrait prévoir une feuille de route pour un système économique interdépendant, reposant sur l'idée que l'économie mondiale n'est jamais aussi forte que lorsque tous ses maillons le sont.

« Bien sûr, les spécificités de certains pays ou régions et le rythme auquel les changements sont entrepris ne sont pas toujours appropriés à la réalisation d'objectifs universels », a-t-il noté. « Mais l'approche conceptuelle et l'élaboration de l'agenda post-2015 devront plus que jamais auparavant dans l'histoire s'appuyer sur l'idée que les économies sont interdépendantes. »

« L'éradication de l'extrême pauvreté, l'autonomisation des femmes, la création d'opportunités éducatives et professionnelles pour les jeunes, l'amélioration des soins de santé et la gestion des sources d'énergie, d'eau et de la nourriture sont des préoccupations universelles. »

Le Premier Ministre a ajouté que les perspectives de croissance économique mondiale restent incertaines, principalement en raison de multiples difficultés rencontrées par les pays développés.

« Dans un tel monde interconnecté et interdépendant comme le nôtre, pas une seule nation n'est à l'abri des chocs extérieurs », a-t-il mis en garde. « Les petits pays en développement sont très préoccupés par le ralentissement de la croissance mondiale, le déclin du commerce international, ce qui réduit d'autant les offres d'emploi et creuse les inégalités. »

« Les petits États sont particulièrement sensibles aux chocs extérieurs car ils sont fortement dépendants des marchés étrangers pour le commerce, le tourisme et les investissements. Ils sont également préoccupés par les prix de l'énergie et des denrées alimentaires, soumis à une forte volatilité. »

« Les divisions habituelles du passé ne sont plus valides », a-t-il déclaré. « Les mesures prises au niveau national ne sont pas suffisantes, il devrait aussi y avoir une coopération renforcée et des partenariats aux niveaux régional et international. Il est

donc impératif que les faiblesses et les inégalités de l'actuelle gouvernance économique mondiale soient abordées de toute urgence. »

Vanuatu demande la nomination d'un Représentant spécial de l'ONU pour la Papouasie occidentale



Le Premier Ministre de Vanuatu, Moana Carcasses Kalosil. Photo: ONU/Ryan Brown

28 septembre - Le Premier Ministre de Vanuatu, Moana Carcasses Kalosil, a estimé samedi devant l'Assemblée générale, qui en est à son cinquième jour de débat général, que le processus de décolonisation n'était pas encore achevé, comme en témoigne le cas de la Papouasie occidentale, pour laquelle il a demandé la nomination d'un Représentant spécial.

« Néanmoins, nous avons constaté que le Comité spécial de la décolonisation a pris de plus en plus de mesures positives, lors de ses sessions de 2013, et reconnu le droit inaliénable à l'autonomie de la Polynésie française », s'est félicité le chef du gouvernement, qui a également noté le travail accompli dans le maintien du dialogue sur la question de la Nouvelle-Calédonie.

M. Kalosil a saisi l'occasion pour remercier le gouvernement français « de sa collaboration dans l'avancement du processus de décolonisation ». Il est important, a-t-il dit, de maintenir ce dialogue dans le but d'aider le peuple kanak à obtenir son indépendance. Aussi le Premier Ministre a-t-il encouragé toutes les parties, y compris le Groupe de Fer de lance mélanésien, à veiller à ce que le processus d'obtention de la liberté soit maintenu.

Il a ensuite réitéré l'appel lancé l'année dernière à cette tribune au Secrétariat des Nations Unies, qui doit selon lui « toujours rester impartial et éviter toute mise en œuvre sélective des résolutions de l'Assemblée générale et des sept résolutions du Conseil de sécurité sur les droits de tous les peuples qui désirent obtenir leur liberté du colonialisme ou de l'impérialisme, sous toute ses formes ».

« Nous pouvons tous débattre des questions de terrorisme, de crises financières et économiques, de changements climatiques, et parvenir à un certain niveau de compréhension de la gravité de ces défis et de mesures à prendre pour les résoudre. Nous pouvons tous parler de la bonne gouvernance et de la règle de droit ainsi que du respect du droit de la personne. Mais quand il s'agit des questions du droit du peuple de la Papouasie occidentale, nous devenons muets. »

C'est la raison pour laquelle son gouvernement appelle les Nations Unies à nommer un Représentant spécial de l'ONU chargé d'enquêter sur la violation présumée des droits de la personne en Papouasie occidentale et sur le statut politique de ce territoire « à la lumière des controverses autour de l'administration, établie dans les années 60, de l'Autorité exécutive provisoire des Nations Unies ».

Par ailleurs, le Premier Ministre a attiré l'attention sur la situation d'une partie de son territoire maritime et culturel, dont les îles Umaepnune (Mathew) et Leka (Hunter) situés au sud de Vanuatu, « qui est toujours occupée par la France ».

Il a donc également appelé la communauté internationale à faire observer les principes du respect des droits des peuples autochtones, de même qu'au gouvernement français d'accorder au peuple indigène dit de TAFEA l'accès à ces îles.

Dressant un bilan mitigé des OMD, Andorre veut des objectifs post-2015 encore plus ambitieux



Le chef du gouvernement de l'Andorre, Antoni Martí Petit. Photo: ONU/Ryan Brown

28 septembre - Le chef du gouvernement de l'Andorre, Antoni Martí Petit, a estimé samedi que les discussions en cours sur l'élaboration du programme de développement post-2015 ne devaient pas occulter le fait que la majorité des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) n'auront pas été atteints d'ici à la date-butoir.

« Peu d'avancées ont été réalisées en matière de viabilité et de protection de l'environnement », a déploré M. Petit devant l'Assemblée générale, qui poursuivait son débat général, en faisant observer que la mortalité infantile continue d'augmenter dans les régions les plus pauvres, que l'éducation primaire universelle ne sera jamais atteinte d'ici à 2015 et que les efforts déployés pour prévenir et traiter le VIH/sida dans les pays les plus

pauvres demeurent insuffisants.

Il s'est en revanche félicité de la chute, depuis l'an 2000, du nombre de personnes vivant dans la pauvreté extrême et des progrès réalisés en matière d'accès à l'eau, de lutte contre la malaria et la tuberculose et de réduction de la faim.

Le dirigeant d'Andorre a donc appelé à l'élaboration d'un programme pour le développement pour l'après-2015 assorti d'objectifs encore plus ambitieux et jouissant d'un engagement plus fort de la communauté internationale.

« On ne peut permettre aux principes et valeurs de l'ONU d'être relégués à de grandes déclarations qui ne se reflètent pas dans les vies des populations. Un agenda de développement ambitieux est le meilleur moyen de prévenir les conflits », a-t-il par ailleurs fait observer.

La MONUSCO préoccupée par l'évasion de la prison de Bukavu de deux militaires condamnés



Le Représentant spécial du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo (RDC), Martin Kobler. Photo MONUSCO/Myriam Asmani

28 septembre - Le Représentant spécial du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo (RDC), Martin Kobler s'est déclaré samedi « vivement préoccupé » par l'évasion de deux militaires condamnés pour des violations graves des droits de l'homme.

Dans la nuit du 21 au 22 septembre dernier, un Colonel des Forces armées de RDC (FARDC) s'est évadé de la prison de Bukavu, deux semaines à peine après sa condamnation à une peine de prison à perpétuité par la Cour militaire du Sud-Kivu. Le Colonel s'est évadé avec son codétenu, un major appartenant aussi aux FARDC. Les deux fugitifs avaient été condamnés lors d'audiences foraines, organisées avec l'appui de la Mission de l'ONU dans ce pays (MONUSCO), pour viols et meurtres.

« Je demande aux autorités congolaises de prendre toutes les mesures nécessaires pour sécuriser les victimes, les témoins, les avocats des victimes et les magistrats ayant participé au procès et de d'ouvrir une enquête judiciaire pour établir les circonstances exactes de l'évasion, ainsi que la responsabilité des complices présumés. Je les exhorte également à entreprendre les actions nécessaires pour rechercher et arrêter les évadés », a ajouté le chef de la MONUSCO.

La MONUSCO déplore ces évasions qui représentent un pas en arrière dans la lutte contre l'impunité des auteurs de violations graves des droits de l'homme. Elle se dit également préoccupée par les conditions de sécurité dans la prison d'où les deux officiers se sont évadés.

L'Inde se félicite du rapprochement avec le Pakistan sur des questions d'intérêt commun



Le Premier Ministre de l'Inde, Manmohan Singh. Photo: ONU/Ryan Brown

28 septembre - Revenant sur le discours prononcé hier à la tribune de l'Assemblée générale par son homologue du Pakistan, le Premier ministre de l'Inde, Manmohan Singh, s'est félicité samedi du « nouveau départ » pris par leurs relations bilatérales, alors que les deux hommes ont prévu de se rencontrer demain pour discuter de questions en suspens.

Parmi elles, la situation de Jammu-et-Cachemire, que se disputent l'Inde et le Pakistan depuis leur partition. « L'Inde, a assuré M. Singh, est sérieusement engagée en faveur d'une issue à tous les différends qui l'opposent au Pakistan, notamment cette question, dans le cadre du dialogue bilatéral et sur la base de l'Accord de Simla ».

« Mais pour progresser », a-t-il cependant fait observer, « il est impératif que le territoire du Pakistan et les zones qui sont sous contrôle de ce pays ne soient pas utilisés à des fins d'actes de terrorisme dirigés vers l'Inde. La machine terroriste qui tire sa subsistance du Pakistan doit être démantelée et il ne doit faire aucun doute que le Jammu-et-Cachemire fait partie intégrante de l'Inde et qu'il ne doit jamais, en aucun cas, y avoir de compromis sur l'unité et l'intégrité territoriale de l'Inde. »

Le Premier ministre s'est ensuite attardé sur l'élaboration du programme de développement post-2015, objet de toutes les attentions de ce débat général. Le fait que plus d'un milliard de personnes dans le monde vivent dans une pauvreté abjecte est selon lui un élément déterminant à prendre en compte dans ce contexte.

Ce programme, a-t-il poursuivi, ne doit pas se limiter à mettre l'accent sur les dépenses nationales, mais promouvoir au contraire un véritable partenariat entre pays développés et en développement, déjà consacré par le huitième des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), qui n'a toujours pas été réalisé à 800 jours de la date-butoir.

« Avec des ressources modestes », l'Inde a réussi à tisser des liens forts avec l'Afrique et les pays les moins avancés (PMA), grâce à la construction de 100 institutions sur le continent, à l'octroi de milliers de bourses étudiantes et au processus issu du Sommet du Forum Inde-Afrique », a fait valoir M. Singh.

Le chef du gouvernement indien a par ailleurs estimé que les changements climatiques étaient au nombre des défis les plus importants de l'époque, pour ensuite faire part de sa « grave préoccupation » au sujet de l'avenir de l'Asie occidentale. M. Singh a enfin appelé la communauté internationale à accompagner la transition en cours en Afghanistan sur les plans sécuritaire et économique.

L'Allemagne, favorable à une réforme du Conseil de sécurité et au renvoi de la situation en Syrie devant la CPI



Le Ministre des affaires étrangères de l'Allemagne, Guido Westerwelle. Photo: ONU/Sarah Fretwell

28 septembre - « Un Conseil de sécurité sans sièges permanents pour l'Afrique et l'Amérique latine ne reflète pas les réalités du monde d'aujourd'hui, pas plus qu'un Conseil de sécurité au sein duquel l'Asie n'est représentée que par un seul membre permanent », a estimé samedi, devant l'Assemblée générale, le Ministre des affaires étrangères de l'Allemagne.

« Aux côtés du Japon, de l'Inde et du Brésil, l'Allemagne est prête à assumer une plus grande responsabilité avec un siège permanent au Conseil », a poursuivi Guido Westerwelle, qui a réaffirmé l'engagement de son pays en faveur du multilatéralisme et d'une ONU plus représentative, car les « Nations Unies doivent refléter le monde tel qu'il est, non pas tel qu'il a été ».

Au lendemain de la résolution qui a vu le Conseil parvenir à un accord autour de la question de l'arsenal chimique syrien, le chef de la diplomatie allemande a assuré que son gouvernement était prêt à fournir une assistance financière et technique

pour détruire ces stocks. Il a par ailleurs été d'avis que les responsables d'attaques chimiques en Syrie soient poursuivis par la Cour pénale internationale (CPI) ou qu'au moins celle-ci ouvre une enquête indépendante à ce sujet.

La tragédie syrienne illustre aux yeux de l'Allemagne l'importance du désarmement et de la non-prolifération, « une question cruciale pour l'avenir de l'humanité », a insisté M. Westerwelle, pour qui l'Iran doit donc dissiper les doutes subsistants quant à la nature exclusivement civile de son programme nucléaire.

Les soulèvements du monde arabe ont montré que la stabilité d'un pays dépend avant tout de la cohésion sociale, a déclaré ensuite M. Westerwelle, qui a rappelé que le respect des droits de l'homme et de l'état de droit et la participation citoyenne en étaient les meilleurs garants.

C'est la raison pour laquelle l'Allemagne, soucieuse des libertés individuelles à l'ère du numérique, a présenté au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies une initiative relative à la protection du droit à la vie privée, a rappelé le Ministre aux États membres.

Les fondations d'un État démocratique sont en train d'être posées par l'Égypte, assure le chef de sa diplomatie



Le Ministre des affaires étrangères de l'Égypte, Nabil Fahmy. Photo: ONU/Sarah Fretwell

28 septembre - Rien de plus compréhensible à ce que le peuple égyptien descende dans la rue le 25 janvier 2011 « pour bâtir un état moderne et démocratique », a déclaré samedi Nabil Fahmy, le Ministre des affaires étrangères de l'Égypte, qui a jugé que c'était la même aspiration qui l'avait poussé à se soulever le 30 juin dernier, conduisant au renversement du Président Mohamed Morsi.

Pour que cette vision de l'avenir puisse se concrétiser, une Feuille de route, a-t-il précisé, est en train d'être mise en œuvre depuis le 3 juillet 2013, pour notamment édifier les institutions d'un État démocratique, affirmant que « les principes de justice, de liberté et de démocratie ont été établis comme bases de la gouvernance ».

« Ceci sera suivi d'élections parlementaires, puis d'élections présidentielles, de manière à ce que la phase de transition s'achève d'ici à la fin du printemps prochain », a annoncé le chef de la diplomatie égyptienne.

M. Fahmy a ensuite plaidé pour une solution politique au conflit syrien, souhaitant que la Conférence de Genève II permette de mettre en place une autorité de transition acceptée des parties et de mettre fin à la guerre civile ainsi qu'aux « interventions étrangères ».

La reprise des négociations entre Israéliens et Palestiniens, sous l'égide des États-Unis, a été saluée par le Ministre, qui a saisi l'occasion pour dénoncer la situation, « politiquement et de moralement inacceptable », qui règne actuellement dans la bande de Gaza, frontalière de l'Égypte. Il a exhorté Israël et la communauté internationale à veiller à que les Palestiniens de Gaza puissent avoir accès à des articles de première nécessité.

Le Ministre a ensuite invité les pays du Moyen-Orient et les cinq membres permanents du Conseil de sécurité à s'engager auprès du Secrétaire général à appuyer la création d'une zone exempte d'armes de destruction de masse dans la région. Appelant Israël à accéder au Traité de non-prolifération « en tant qu'État non-nucléaire », M. Fahmy a également proposé que la Syrie et son propre pays ratifient la Convention sur les armes biologiques, et, en ce qui concerne l'Égypte, la Convention sur l'interdiction des armes chimiques.

À condition toutefois que l'ensemble des pays du Moyen-Orient finalisent les mesures d'accession aux conventions internationales pertinentes, a-t-il précisé, avant de réclamer la tenue, « si possible avant la fin de l'année, mais d'ici au printemps 2014 au plus tard », de la Conférence pour la création d'une zone exempte d'armes de destruction massives au Moyen-Orient.

Yémen : le Ministre des affaires étrangères rappelle



L'importance de soutenir la transition en cours



29 septembre - Alors que le processus politique et le dialogue national font des progrès notables au Yémen, le Ministre des affaires étrangères de ce pays a encouragé, samedi devant l'Assemblée générale des Nations Unies, les donateurs à honorer leurs engagements pour donner à son gouvernement les moyens de poursuivre sur cette voie et d'assurer son propre développement, tout en luttant plus effacement contre le terrorisme.

Venu prendre part au débat général de l'Assemblée, Abubakar Al-Qirbi a estimé que le Yémen avait fait des progrès considérables dans la mise en œuvre de l'initiative du Conseil de coopération du Golfe (CCG) et de ses mécanismes, annonçant l'intention de son gouvernement de conclure le travail entrepris dans le cadre du dialogue national et d'aller de l'avant avec le processus de transition.

« Le résultat de ce travail servira à poser les fondations d'un nouveau Yémen moderne où prévaudront la démocratie, le transfert pacifique du pouvoir, la promotion de la liberté, de la justice, du partenariat et de l'égalité des chances pour tous les citoyens », a assuré le chef de la diplomatie yéménite, en ajoutant que son pays renforce actuellement sa sécurité et sa stabilité, tout en s'apprêtant également à rédiger une nouvelle constitution.

Selon M. Al-Qirbi toutefois, les progrès sur le plan politique dépendront étroitement du soutien que lui prêtera la communauté internationale et du renforcement de la coopération avec les partenaires. Le climat d'instabilité dans lequel se trouvait le Yémen avant la transition en a fait une base arrière pour des groupes extrémistes comme Al-Qaida, une situation qui exige une stratégie nationale de lutte contre le terrorisme adéquate.

« Cet effort pourrait être accéléré par le respect des engagements pris par les bailleurs de fonds internationaux, avec lesquels le Yémen s'est engagé à allouer des fonds à différents projets de développement », a-t-il relevé.

Le Ministre a par ailleurs salué la jeunesse de son pays pour son leadership dans le processus de changement en cours et la promotion des libertés individuelles, et pour sa volonté de faire advenir un « nouveau Yémen », avec pour paradigmes justice, liberté et bonne gouvernance.

L'aide au développement et à la lutte antiterroriste, priorité de la Mauritanie à l'approche de la date-butoir des OMD



29 septembre - A l'approche de la date-butoir de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), en 2015, le Ministre des affaires étrangères et de la coopération de la Mauritanie, Ahmed Teguedi, a souligné devant l'Assemblée générale qu'il serait opportun pour la communauté internationale de mettre en place des plans et programmes prenant en considération les « échecs du passé » et les « défis de l'avenir ».

Une action d'autant plus nécessaire pour la Mauritanie qui dépend, à l'instar de nombreux autres pays en développement, de l'importation des produits de base, une situation qui influe négativement sur la balance des paiements tout en rendant le pays vulnérable aux fluctuations du marché, a relevé M. Teguedi.

C'est la raison pour laquelle il a demandé aux pays riches de tenir leurs engagements relatifs au financement du développement, dans le but de soutenir les systèmes de santé et éducatifs, l'effacement de la dette, le transfert de technologies et la suppression des barrières douanières sur les exportations des pays en voie de développement, à l'appui des mesures déjà prises par le gouvernement mauritanien pour « l'amélioration du niveau de vie du citoyen ».

Les autorités mauritaniennes ont également pris des mesures pour doter ses Forces de sécurité de moyens de lutte contre le terrorisme, a poursuivi le Ministre, qui a rappelé que la zone sahélienne est soumise, depuis plusieurs années, à des réseaux de criminalité organisée transfrontalière. Il a donc lancé là aussi un appel en direction de la communauté internationale pour appuyer les États de la région afin qu'ils puissent faire face à ce danger, rappelant au passage que la Mauritanie avait ouvert ses frontières aux réfugiés maliens quand leur pays était en crise.

Sur la question du Sahara occidental, le représentant a réaffirmé son soutien aux démarches du Secrétaire général et de son Envoyé personnel pour trouver une solution définitive, globale, juste et acceptable pour les deux parties, ce qui, a-t-il ajouté, renforcera la sécurité et la paix dans la région et facilitera la construction d'un Maghreb arabe prospère.

Ban exhorte l'opposition syrienne à envoyer une délégation «unie» à la conférence de paix de Genève



Le Secrétaire général Ban Ki-moon.
Photo: ONU/Paulo Filgueiras (photo d'archive)

29 septembre - Lors d'un entretien samedi avec son Président, le Secrétaire général Ban Ki-moon a exhorté la Coalition nationale pour les forces de l'opposition syrienne à tendre la main à d'autres groupes et à envoyer une délégation unie à la conférence de paix dite de Genève II.

M. Ban s'est félicité de l'engagement que le Président Ahmad al-Jarba a pris d'envoyer une délégation à la conférence, qui devrait se tenir à la mi-novembre à Genève, afin de trouver une solution politique au conflit qui dure depuis mars 2011 en Syrie.

M. Ban « a invité la Coalition nationale à entrer en contact avec d'autres autres groupes d'opposition et à s'entendre sur le choix d'un représentant et d'une délégation unie », indique une note rendue publique samedi dans la soirée par le porte-parole de M. Ban.

Lors de sa rencontre avec le Président de la Coalition, le Secrétaire général a également souligné « l'importance primordiale de se lancer dans un dialogue sérieux dès que possible, ainsi que la nécessité de veiller à la reddition de comptes pour les crimes de guerre ».

Le conflit en Syrie a fait plus de 100.000 victimes, contraint à la fuite dans les pays voisins plus de deux millions de personnes et déplacé quatre millions d'autres à l'intérieur des frontières. Lors de l'entrevue d'aujourd'hui, M. Ban a attiré l'attention sur les souffrances du peuple syrien, mais aussi les difficultés que rencontrent les pays voisins qui accueillent des réfugiés.

Le Canada demande la reconnaissance des violences sexuelles en situation de conflit comme un crime de guerre



Le Ministre des Affaires étrangères du Canada, John Baird. Photo: ONU

30 septembre - Le Canada souhaite centrer ses efforts sur l'obtention de résultats tangibles pour la famille humaine, a déclaré lundi le Ministre des affaires étrangères de ce pays, John Baird, à la tribune de l'Assemblée générale des Nations Unies.

« Les milliards de personnes victimes de la faim, du manque d'accès à l'eau potable, de déplacements ou qui ne savent ni lire, ni écrire ne se préoccupent guère de choses comme le nombre de membres qui siègent au Conseil de sécurité. Mais ils ont besoin de savoir que leurs frères et sœurs dans la confrérie humaine les accompagneront pour sortir des ténèbres », a affirmé M. Baird.

« Paix, prospérité et liberté sont les conditions recherchées par les communautés humaines depuis l'aube de l'histoire. Vivre en paix, vivre de manière prospère, vivre en liberté. Parmi ces priorités, la paix représente l'objectif primordial des Nations Unies », a-t-il ajouté.

Il ne s'est pas écoulé une journée, depuis la création de l'Organisation des Nations Unies, sans que la famille humaine ne soit affligée par une guerre quelque part sur la planète, a poursuivi le Ministre des affaires étrangères, ajoutant que « ce sont toujours les personnes les plus vulnérables qui souffrent le plus et beaucoup trop souvent, à savoir les femmes ».

« Dans un contexte de guerre, le viol et les violences sexuelles graves représentent un crime de guerre. J'ai rencontré des filles qui ont précisément été victimes de ce crime de guerre, et leurs histoires sont horribles », a déploré M. Baird, ajoutant que « les criminels de guerre en cause doivent être identifiés, pourchassés, poursuivis en justice et punis ».

Plus tôt cette année, le Canada et d'autres pays du G-8 ont convenu de traiter les violences sexuelles en situation de conflit comme une violation des Conventions de Genève. La lutte pour éliminer ce crime a été pilotée par des femmes, notamment la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, Zainab Hawa Bangura.

« Chaque année, des millions de jeunes filles, certaines ayant à peine neuf ans, sont forcées de se marier. Depuis que j'ai pris parole, 100 enfants ont été victimes d'un mariage forcé. Chaque heure, 1100 enfants sont victimes de cette situation, soit plus de 26,000 chaque jour », a indiqué le Ministre des affaires étrangères.

« Les effets néfastes d'un mariage forcé précoce sont bien documentés et indéniables. Un mariage forcé précoce nuit à la santé, met fin à l'éducation, détruit les opportunités et enracine les jeunes femmes dans une vie de pauvreté », a-t-il dénoncé.

Aucun pays n'est à l'abri de ce fléau, selon M. Baird, pour qui il s'agit là d'un problème d'ampleur mondiale. « Il convient d'agir pour améliorer la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants, afin de pouvoir réduire le nombre de décès », a-t-il exhorté.

« Bien que ces efforts pour éliminer la violence sexuelle dans les conflits, éliminer le mariage forcé précoce et améliorer la santé des mères et des nouveau-nés soient essentiels, nous devons faire plus que réagir en cas de crise. Nous devons investir dans les opportunités pour les femmes et les jeunes filles », a souhaité M le Ministre des affaires étrangères canadien.

« Nous devons nous assurer que les femmes participent à part entière dans toutes les sphères de nos sociétés et dans tous les pays des Nations Unies », a déclaré M. Baird en conclusion. « Cela nous aidera à bâtir un monde plus fort, plus sûr, plus prospère et plus paisible. »

Mali : l'UNESCO déplore l'attentat suicide à proximité de la mosquée de Djingareyber



La cité de Tombouctou, dans le nord du Mali. Photo: UNESCO/F. Bandarin

30 septembre - La Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, a déploré dimanche l'attentat suicide survenu le 28 septembre à Tombouctou, au Mali.

« J'exprime toute ma solidarité au peuple malien, aux familles des victimes et plus particulièrement à la communauté de Tombouctou pour cet attentat suicide qui fait resurgir la terreur et la violence en blessant le peuple malien en son cœur », a déclaré Mme Bokova dans un communiqué de presse.

L'attentat s'est produit à proximité de la mosquée de Djingareyber à Tombouctou, inscrite sur la Liste du patrimoine mondial. L'attaque a provoqué la mort de deux habitants et fait plusieurs blessés parmi les militaires, endommageant lourdement la mosquée ainsi que de nombreuses habitations alentours.

« L'UNESCO est plus déterminée que jamais à poursuivre son action de réhabilitation du patrimoine culturel du Mali et de sauvegarde des manuscrits anciens », a affirmé la Directrice générale.

Irina Bokova s'est jointe au Représentant spécial du Secrétaire général pour le Mali, Bert Koenders, également Chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), pour adresser ses sincères condoléances aux familles endeuillées et aux militaires blessés dans l'attentat.

Cette tragédie intervient alors que ces signes encourageant faisaient planer la semaine dernière une lueur d'espoir quant à la résolution de la crise malienne. Le 26 septembre, Bert Koenders s'était notamment félicité de la [libération](#), par le Mouvement national pour la libération l'Azawad (MNLA), de prisonniers détenus à Kidal, qui avaient ensuite été escortés par la MINUSMA à Mopti et Boni.

Des experts de l'ONU appellent la Hongrie à garantir le droit de

vote des personnes atteintes de déficience intellectuelle



Célébration de la Journée internationale des personnes handicapées. Photo : ONU/Fardin Waezi

30 septembre - Les personnes atteintes de déficience intellectuelle ne devraient pas être privées de leur droit de vote, a déclaré lundi un groupe d'experts des Nations Unies, après examen du cas de six hongrois dépossédés de ce droit, suite à leur mise sous tutelle légale.

Les six citoyens hongrois, atteints de déficience intellectuelle, ont déposé plainte auprès du Comité des droits des personnes handicapées (CDPH), dont le siège se trouve à Genève, après s'être vus retirer leur droit de vote lors des élections législatives et municipales de 2010 en Hongrie, selon un [communiqué de presse](#) du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (OHCHR), présentant les conclusions du CDPH.

Composé de 18 experts indépendants des droits de l'homme, le CDPH est chargé de surveiller la mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées par les États signataires. Le Comité, qui se réunit deux fois par an, a examiné cette affaire en vertu du Protocole facultatif de la Convention octroyant au CDPH la compétence pour examiner des plaintes individuelles.

« Les victimes ont fait valoir qu'elles étaient en mesure de comprendre le débat politique hongrois et de participer aux élections », ont estimé les experts du CDPH, ajoutant que « l'interdiction, qui ne tient pas compte de la nature de leur handicap et de leurs capacités individuelles, est injustifiée ».

Au moment où les plaintes ont été déposées, un article de la Constitution hongroise interdisait systématiquement toute personne sous tutelle d'exercer son droit de vote. En 2012, la Hongrie a modifié sa constitution, qui demande désormais à ce que les personnes sous tutelle soient évaluées par un juge, afin de déterminer au cas par cas leur aptitude à l'exercice du droit de suffrage.

Les autorités hongroises ont fait valoir qu'en vertu de cette nouvelle législation, les tribunaux ne sont autorisés à retirer le droit de vote d'un individu qu'en cas d'absence totale de capacité juridique. Le CDPH a toutefois noté que de telles dispositions « constituent toujours une violation de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, conformément à son article 29, obligeant les États signataires à veiller à ce que les personnes handicapées puissent effectivement et pleinement participer à la vie publique et politique sur un plan d'égalité avec les autres ».

« L'article 29 ne prévoit aucune restriction raisonnable, pas plus qu'il n'autorise à faire des exceptions en fonction des types de handicap », a précisé le CDPH dans ses conclusions.

« Par conséquent, une exclusion du droit de vote sur la base d'un handicap psychosocial ou intellectuel perçu ou réel, y compris sur la base d'une évaluation individualisée, constitue une discrimination sur la base du handicap. »

« La Hongrie doit réintégrer les six personnes concernées au sein de ses listes électorales », a exhorté le Comité, tout en recommandant aux autorités hongroises d'anticiper de futures violations de même ordre en abrogeant les dispositions de sa législation nationale jugées incompatibles avec la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

La Hongrie devrait également adopter des lois reconnaissant, « sans la moindre évaluation des capacités », le droit de vote pour toutes les personnes handicapées et leur garantissant « une aide adéquate et des accommodations raisonnables », ont déclaré en conclusion les membres du CDPH.

L'ONU souligne l'urgence à renforcer les mesures pour limiter les risques liés aux catastrophes naturelles



La Représentante spéciale pour la réduction des risques de catastrophes, Margareta Wahlström.

30 septembre - Si aucune réponse collective n'est mise en œuvre, les pertes économiques globales engendrées par les catastrophes naturelles s'élèveront à près de 25.000 milliards de dollars au 21^{ème} siècle, a indiqué lundi la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la réduction des risques de catastrophes, Margareta Wahlström.

« Le récent rapport scientifique du groupe intergouvernemental d'experts sur les changements climatiques prévient du risque significatif de pertes considérables si l'allocation de ressources suffisantes n'est pas assurée pour la prévention d'événements météorologiques extrêmes », a déclaré Mme Wahlström dans un communiqué de presse, ajoutant que « nous risquons des pertes équivalentes à un tiers du PIB annuel mondial, ce

qui n'est, de toute évidence, ni viable ni acceptable ».

« L'exposition accrue des personnes et des biens économiques aux risques des catastrophes a été la principale cause de la forte augmentation des pertes économiques dans le monde au cours des cinq dernières années. Nous devons faciliter une approche globale des mesures qui peuvent être prises pour réduire l'exposition et le risque de catastrophe », a-t-elle ajouté.

La première décennie de ce siècle, la plus chaude jamais enregistrée, a notamment été le cadre d'un nombre de décès sans précédent, dus à des canicules, y compris dans les pays européens prospères. Les sécheresses sont également plus fréquentes, au détriment de la sécurité alimentaire pour certaines des populations les plus vulnérables du monde, notamment dans le Sahel et la Corne de l'Afrique.

« En 2013 nous avons eu une nouvelle preuve de la vulnérabilité croissante des personnes et des communautés face aux inondations. On peut désormais s'attendre à ce que la moyenne annuelle de 116 millions de personnes touchées par des inondations augmentent considérablement, si la mise en œuvre des réglementations sur l'utilisation des terres et les normes de construction dans le bâtiment ne sont pas renforcées partout dans le monde », a souligné Mme Wahlström.

Les gouvernements se doivent, selon elle, d'intensifier les efforts en cours afin de s'assurer que les infrastructures essentielles, telles que les écoles, les établissements de santé, les maisons, et les structures de l'industrie et des transports soient protégés contre les phénomènes météorologiques extrêmes.

« Même si des mesures énergiques sont prises pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, nous devons vivre avec les conséquences de l'actuelle accumulation des émissions de carbone durant de nombreuses années à venir », a déploré en conclusion Mme Wahlström.